

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91 012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 12/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENORIS**

ZI Route de la Bonde  
91743 Massy

Références : D2026- *02 50*  
Code AIOT : 0006504556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement ENORIS implanté ROUTE DE LA BONDE MASSY 91300 Massy. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENORIS
- ROUTE DE LA BONDE MASSY 91300 Massy
- Code AIOT : 0006504556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **- Activité principale :**

Depuis 1988, la Société de Chauffage Urbain de Massy-Antony (ENORIS) exploite une usine

d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et une installation de co-incinération de charbon/bois déchets sur la commune de Massy - ZI de la Bonde.

L'exploitant a informé l'inspection de son projet d'atteindre 100 % de bois déchets dans les installations LFC. Cela va entraîner une augmentation des capacités de stockage de bois déchets.

**- Situation administrative :**

Les prescriptions actuellement applicables à l'établissement sont définies par l'arrêté préfectoral N°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/SSPILL/060 du 19/03/2019.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de



la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	NC3 : Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
2	NC4 : Surveillance des rejets à l'atmosphère : dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	NC13 : Conditions particulières des rejets et respect des VLE_LFC	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 10.5.2 & 10.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	NC14 : Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.13.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	NC15 : Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.3.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	NC16 : Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
8	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	OTNOC				
9	Plan de gestion et évaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1 et 3.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	MESURE EN SEMI-CONTINU DES DIOXINES ET FURANNES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Contrôles inopinés	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 2.10	/	Demande d'action corrective	3 mois
15	Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.11.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
16	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments	Code de l'environnement, article R541-43	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC11 : Conditions particulières des rejets et respect des VLE_UIOM	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 9.2.2 & 9.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Conditions d'exploitation_LFC	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 10.1	/	Sans objet
14	Dispositif de mesure en continu/Compteur 60 heures	Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.8.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant l'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19/03/2019,

Considérant les dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) des dioxines et furannes dans les fumées provenant de l'UIOM et du LFC,

Considérant l'absence de communication de la part de l'exploitant dès les premiers dépassements des VLE des dioxines et furannes,

Considérant l'absence de mesures ponctuelles sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes suite aux premiers dépassements,

Considérant la récurrence du non-respect de la transmission mensuelle des mesures en continu et semi-continu des rejets atmosphériques,

Considérant l'absence de mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement en 2024 et 2025,

Considérant les dépassements des VLE sur les eaux pluviales depuis trois analyses,

Considérant que les concentrations mesurées lors de la contre-mesure de l'été 2025 (pour les paramètres MES, DBO5, DCO, COT, Zn, Pb et Cu) sont supérieures aux précédentes et ne respectent toujours pas les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019,

Considérant la récurrence du non-respect de la transmission sur GIDAF des rapports de contrôle annuels des eaux pluviales,

Compte tenu des enjeux en termes de prévention de la pollution atmosphérique et du devoir d'informer l'inspection des installations classées et le public,

L'inspection propose à Madame la Préfète, en application du L 171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure l'exploitant :

- dans un délai d'un mois :
  - transmettre, dès réception, le rapport de la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes dans les fumées du LFC 2 conformément aux dispositions de l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération, article 28, b-2. En cas de dépassements persistants, d'en rechercher la cause et réaliser les travaux nécessaires ;
  - réaliser la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes dans les fumées du LFC1, et transmettre dès réception le rapport à l'inspection, conformément aux dispositions de l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération, article 28, b-2. En cas de dépassements persistants, d'en rechercher la cause et réaliser les travaux nécessaires.
  - transmettre les rapports de mesures en continu et semi-continu mensuellement conformément à l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 ;
  - mettre en place le programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement et, dès réception, transmettre les résultats conformément à l'article 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019,
  - respecter les VLE des eaux pluviales, conformément aux dispositions de l'article 3.11.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019.
  - évacuer les eaux pluviales en tant que déchets, et de transmettre les bordereaux de suivi de déchet tant que les VLE mesurées sont supérieures et ne respectent pas les VLE,
  - transmettre via GIDAF l'ensemble des rapports de contrôle des eaux pluviales réalisés 2025.
- dans un délai de trois mois :
  - transmettre, sous 3 mois, les éléments justifiant que l'ensemble des paramètres du QAL 2 a été contrôlé pour les LFC1 et LFC2 (titulaires et redondants),
  - transmettre un plan d'action pour la suppression de tout dépassement journalier pour les rejets dans l'air. Le plan d'action présentera le traitement à mettre en place pour supprimer les dépassements des VLE fixées par les articles 10.5.2 et 10.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
  - respecter les valeurs limites en concentration et en flux fixées par les articles 10.5.2 et 10.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé.
- pendant six mois :
  - respecter les VLE des dioxines et furannes dans les fumées provenant de l'UIOM et du LFC, conformément aux dispositions de l'article 8.6.4 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 et du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Enfin,

Concernant la qualité des effluents rejetés (eaux industrielles) :

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les eaux industrielles rejetées respectent les valeurs limites d'émission définies à l'article 3.11 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019. Les valeurs mesurées doivent être analysées pour permettre en cas de besoin le déclenchement des consignes de rétention de ces eaux et une gestion adaptée de celles-ci.

Compte tenu des dépassements de VLE constatés, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du respect des consignes de rétention et de mettre en place, sous 3 mois, un plan d'action afin



d'identifier les causes de dépassements et le cas échéant de mettre en place des mesures de prévention et de gestion.

Concernant la surveillance des eaux souterraines :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- poursuivre le suivi semestriel recommandé par SARPI dans son rapport de novembre 2025 ;
- transmettre la mise à jour du plan de gestion de la pollution aux hydrocarbures sous deux mois.

Concernant les installations électriques :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux ou études nécessaires à la levée des non-conformités, et, de transmettre, dès réception, les rapports de contrôle des installations électriques après travaux (sous trois mois).

Concernant la défense incendie :

L'exploitant doit mettre en œuvre les travaux pour lever les remarques relatives à la DECI émises par le SDIS dans les meilleurs délais.

Concernant la surveillance des émissions atmosphériques en conditions OTNOC :

Il est demandé à l'exploitant de surveiller ses émissions y compris lors de périodes OTNOC et de prendre en compte cette surveillance dans le cadre de son évaluation périodique OTNOC prévue au 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Concernant le plan de gestion et l'évaluation périodique des OTNOC :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un comptage de ses périodes OTNOC lui permettant d'effectuer l'évaluation périodique prévue par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Les informations de fréquence et de durée pour chacun des risques OTNOC identifiés semblent nécessaires.

Suite au contrôle inopiné réalisé le 24-25/09/2025 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour remédier aux écarts constatés lors du contrôle.

Concernant les détecteurs de flammes :

L'inspection demande à l'exploitant de maintenir une vigilance accrue des trémies et de transmettre tout document justifiant le changement des détecteurs de flammes.

Concernant les terres excavées :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un registre reprenant l'ensemble des informations pour chaque lot de terres excavées (date de réception, nature et quantité, code déchet le cas échéant, résultats d'analyses, origine (SIRET, parcelle, etc.), destinataire ou lieu de valorisation) répondant à l'arrêté du 31 mai 2021.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC3 : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Une partie des eaux industrielles (eaux de lavage des sols et trop-plein du circuit des eaux de refroidissement mâchefers) sont traitées dans un séparateur d'hydrocarbures et un décanteur puis rejetées au réseau d'assainissement communal. Un contrôle de la température, du pH et de la teneur en hydrocarbures est effectué avant rejet.

En cas de non-conformité de l'effluent aux paramètres de rejet fixés à l'article 3.11 du présent arrêté, les effluents sont pompés et dirigés vers le bassin de confinement de 800 m<sup>3</sup>.

Les eaux industrielles (à l'exception des eaux de lavage des sols et du trop-plein du circuit des eaux de refroidissement mâchefers mentionnés ci-dessus) sont principalement utilisées dans le circuit des eaux de refroidissement mâchefers. Les eaux utilisées pour le refroidissement des mâchefers en sortie des fours sont acheminées par pompage depuis le bassin de recyclage de 300 m<sup>3</sup> (dit « bassin de lixiviats mâchefers »), vers un décanteur et un bassin d'environ 20 m<sup>3</sup> (dit « bassin de remplissage canaux mâchefers »). Le surplus des effluents utilisés dans le process de refroidissement, est recyclé dans le bassin de remplissage des canaux mâchefers. Le trop-plein du décanteur du circuit des eaux de refroidissement mâchefers est envoyé vers le réseau interne des eaux industrielles.

#### **Constats :**

##### Pour mémoire :

L'inspection télévisée des réseaux (ITV) a permis la découverte de réseaux supplémentaires et de bouchons. L'exploitant a réalisé des travaux sur les réseaux d'eaux jusqu'en septembre 2024. La refonte totale des réseaux est envisagée ; l'exploitant attend le rapport de contrôle d'octobre 2024 pour voir les bénéfices des travaux de régularisation des dépassements.

Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant transmet le plan des réseaux enterrés existants et plan topographique mis à jour le 22/07/2025, ainsi que le rapport d'intervention du 18/07/2025 établis par ADRÉ Réseaux. Ce rapport d'intervention récapitule les réseaux localisés sur le site ainsi que les problématiques rencontrées.

L'inspection constate, via GIDAF, les dépassements de VLE suivants :

##### **Année 2024 :**

- 09/2024 : 1 dépassement
  - Eaux industrielles (EI) : **Cr VI = 0,084 mg/L** (Cr VI > 0,05 mg/L)
- 10/2024 : 1 dépassement
  - EI : **pH=9,1** (pH>8,5)
- 11/2024 : 2 dépassements
  - EI : **pH=8,9** et **Cr=0,1560 mg/L** (Cr > 0,1 mg/L)

##### **Année 2025 :**

- 01/2025 : 2 dépassements
  - EI : **pH= 11,9** et **Cu= 0,7090 mg/L** (pH> 8,5 et Cu> 0,250mg/L)
- 05/2025 : 1 dépassement
  - EI : **Cr VI = 0,052 mg/l**
- 06/2025 : 2 dépassements
  - EI : **Cr=0,2110 mg/L** et **Cr VI=0,0565 mg/L**
- 07/2025 : plusieurs dépassements



- EI : Cr VI = 0,06 mg/L, enregistrement sur 24h des EI par AquaMesure du 09 au 10/07/2025 (typique journée d'activité)
- 09/2025 : 1 dépassement
  - EI : Pb= 0,180 mg/L

Les déclarations mensuelles des eaux industrielles sont à jour sur GIDAF au 02/12/2025.

L'inspection constate plusieurs dépassements de VLE sur les eaux industrielles. L'exploitant estime que l'origine des dépassements est un apport d'eaux souillées.

L'exploitant projette de retenir toutes les eaux au niveau de la zone dépotage du silo de REFION. En confinant cette zone, l'exploitant souhaite étudier les eaux et éventuellement les évacuer en tant que déchets.

L'exploitant informe l'inspection que les REFION sont la cause d'un pH élevé. Une enquête est toujours en cours pour identifier les causes de dépassements de VLE en Cr VI et Cr sur les eaux industrielles.

L'exploitant déclare à l'inspection que les consignes pour la gestion des eaux, en cas de dépassement, vont être expliquées de nouveau aux agents d'exploitation.

Si certaines analyses sont réalisées par un organisme extérieur et sont transmises à l'exploitant 1 mois après le prélèvement, les mesures de pH sont bien réalisées par l'exploitant. L'inspection rappelle qu'en cas de dépassement de pH, les eaux doivent être isolées dans le bassin de confinement. Les eaux polluées doivent être évacuées comme des déchets. Les eaux dépassant les VLE ne peuvent être évacuées dans le réseau d'assainissement communal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les eaux industrielles rejetées respectent les valeurs limites d'émission définies à l'article 3.11 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019. Les valeurs mesurées doivent être analysées pour permettre, en cas de besoin, le déclenchement des consignes de rétention de ces eaux et une gestion adaptée de celles-ci.

Compte-tenu des dépassements de VLE constatés, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du respect des consignes de rétention et de mettre en place, sous 3 mois, un plan d'action afin d'identifier les causes des dépassements et le cas échéant de mettre en place des mesures de prévention et de gestion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : NC4 : Surveillance des rejets à l'atmosphère : dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025



**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans les articles 8.6.3 et 8.6.4. Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL 1 selon la norme NF EN 14181. L'exploitant réalise une procédure QAL 2 de ses appareils de mesure en continu selon cette norme tous les 3 ans. De plus, l'exploitant met en place la procédure QAL 3. Enfin, il fait réaliser un test annuel de surveillance pour chaque appareil de mesure en continu. Les mesures et analyses, pratiquées par l'exploitant ou un organisme extérieur, sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur.

Les résultats des mesures en continu et en semi-continu sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées en comparant les résultats obtenus aux valeurs limites aux articles 9.2.2 et 10.5.2 du présent arrêté. Pour les chaudières LFC, il est précisé pour chaque résultat la proportion dans le mélange consommé de bois et de charbon. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

En outre, l'exploitant fait réaliser, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an pour l'incinération et une par trimestre de fonctionnement pour la coïncinération (chaudières LFC) + de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ou en semi-continu du cadmium et de ses composés du thallium et de ses composés du mercure et de ses composés du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) des dioxines et des furannes.

Les rapports d'analyses sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées en comparant les résultats obtenus aux valeurs limites fixées aux articles 9.2.2 et 10.5.2 du présent arrêté. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.

**Constats :**

Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant transmet le rapport QAL 2 des LFC1 et LFC2 et du redondant 2024 intitulé « vérification des systèmes automatiques de mesures QAL2 » daté du 03/06/2024. L'inspection constate que la mission a été réalisée du 11/12/2023 au 15/12/2023 et du 04/03/2024 au 12/03/2024

Préalablement à l'inspection du 09/12/2025, l'exploitant n'a pas transmis les documents demandés suite à la précédente visite d'inspection du 28/11/2024. Un nouveau QAL2 devait être réalisé pour les LFC1, LFC 2 et le redondant. L'exploitant indiquait que le nouveau QAL 2 était prévu après les travaux de maintenance sur les baies d'analyses (travaux finalisés le 13 mai 2024). Le QAL2 était prévu en fin d'année 2024 (délai de 6 mois, conformément aux exigences équipements). L'exploitant indiquait que le QAL 2 était prévu pour le 10/12/2024. (cf rapport de la visite d'inspection du 28/11/2024)

L'exploitant déclare que les mesures du QAL2 ont été réalisées fin mars 2025 et début avril 2025 et que beaucoup de points sont non satisfaisants. Les tests annuels de surveillance (AST) ont été réalisés sur les LFC et UIOM.

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet le rapport QAL2 établi par SOCOTEC daté du 08/12/2025 relatif aux LFC1 et LFC2. Seul le paramètre « poussières » a été contrôlé contrairement aux informations précisées lors de la visite d'inspection du 28/11/2024.

Lors du dernier QAL2 du 03/06/2024, le rapport précisait que l'exploitant devait réaliser un



nouveau QAL2 pour les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>NH3 (LFC1 titulaire/redondant) : « <i>Aucune fonction d'étalonnage fiable de l'AMS n'a pu être déterminée. La fonction n'est pas suffisamment robuste. L'exploitant doit réaliser un nouveau QAL2.</i> »</li> <li>débits (LFC1 titulaire/redondant) : « <i>Aucune fonction d'étalonnage fiable de l'AMS n'a pu être déterminée. Les premiers points de l'AMS sont erronés, l'appareil de mesure était hors service. L'exploitant doit réaliser un nouveau QAL2.</i> »</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas présenté les documents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les éléments justifiant que l'ensemble des paramètres du QAL 2 a été contrôlé pour les LFC1 et LFC2 (titulaires et redondants).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

**N° 3 : NC11 : Conditions particulières des rejets et respect des VLE\_UIOM**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 9.2.2 & 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 9.2.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES DES REJETS A L'ATMOSPHERE Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, [...] ARTICLE 9.2.3 CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si : * aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 9.2.2 du présent arrêté pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote, * aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, de fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 9.2.2 du présent arrêté, * aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux[Sb+As+Pb+Crt+Co+Cu+Mn+NitV), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 9.2.2du présent arrêté, * aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours



d'une période de vingt quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.  
 Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 8.6.8 du présent arrêté (périodes d'indisponibilités pendant lesquelles les valeurs limites du présent article sont dépassées et comptabilisées) ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.  
 Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque 'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.  
 [...]

**Constats :**

Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant transmet le rapport de contrôle réglementaire du 1<sup>er</sup> semestre 2025 de l'UIOM, L1 et L2, mission réalisée du 05/06/2025 au 13/06/2025 par SOCOTEC et datée du 27/08/2025. Le contrôle est conforme.

L'inspection constate :

- 2024 : cumul annuel des dépassements jour sur l'UIOM : L1=4 et L2=0
- 2025 (au 31/10/2025) : aucun dépassement jour ni L1, ni L2.

L'exploitant précise que l'ensemble des panoplies de brûleurs de la Dénox a été remis à neuf lors des arrêts techniques de 2025 (en juin et en septembre). Les équipes d'exploitation ont été sensibilisées au respect des VLE (affichage des VLE en salle de conduite)

Les équipes de maintenance ont pour objectif de réaliser des opérations préventives afin de limiter le risque de panne et ainsi réduire le risque de dépassement des valeurs limites d'émissions dans l'air.

L'inspection demande à l'exploitant d'indiquer, dans GIDAF, les VLE journalières dans l'onglet « nature des dépassements » directement, dès l'ouverture de l'autosurveillance mensuelle.

Voir fiche contrôle inopiné AIR.

**Ce point est soldé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : NC13 : Conditions particulières des rejets et respect des VLE\_LFC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 10.5.2 & 10.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2025

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 10.5.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES DES REJETS A L'ATMOSPHÈRE

Les rejets pour chacun des 2 conduits issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :

\* à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction



de la vapeur d'eau (gaz secs)

\* à une teneur en oxygène de 11 %. Cas d'un mélange 95 % bois en fin de vie / 5 % charbon ou d'un mélange 80 % bois en fin de vie / 20 % charbon

#### ARTICLE 10.5.3 CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

\* aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 10.5.2 du présent arrêté pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote,

\* aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 10.5.2 du présent arrêté,

\* aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 10.5.2 du présent arrêté,

\* 95% de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.

#### Constats :

GIDAF :

#### Pour l'année 2024 :

Selon les données transmises via l'application, l'inspection constate les dépassements de VLE sur l'année 2024 (31/12/2024) suivants :

- ligne 1 : 30 dépassements (NOx, CO et 1 HCl),
- ligne 2 : 11 dépassements (NOx, CO et COT).

Les explications de l'exploitant sont les suivantes :

Pour les dépassements d'avril 2024 : « L'utilisation du combustible charbon a été favorisée pour vidanger la fosse en fin de saison de chauffe. Cependant, l'installation a manqué de combustible bois en raison d'un problème technique au sein de la plateforme de livraison Suez. »

Pour le mois de novembre 2024 : « Le mois de novembre a été marqué par la campagne d'essais de la société PROSSERGY. Les essais avaient pour objectif l'optimisation du procédé SNCR de traitement des NOx, en affinant les réglages de régulation d'injection d'ammoniacque en fonction de la charge des LFC et du mix Bois B/ Charbon.

Aujourd'hui, nous constatons que le traitement des NOx reste problématique pour des puissances supérieures à 28MW et/ou avec un ratio important en charbon. Toutefois, dans la perspective de l'arrêt total du charbon au 31 décembre 2025, nous continuons de réaliser des essais en vue d'un traitement optimal des NOx avec un fonctionnement 100% bois B. »

#### Schéma par mois du cumul des dépassements de l'année 2024 :



Figure 1: Nombre de jour de dépassement cumulés par ligne LFC - Année 2024

Selon les données transmises via l'application, l'inspection constate les dépassements de VLE cumulés par ligne sur l'année 2025 (jusqu'au 30/04/2025) suivants :

- ligne 1 : **22** (NOx, CO, NH3)
- ligne 2 : **21** (NOx, CO, NH3, poussières)

En seulement 4 mois, l'autosurveillance montre des dépassements de VLE plus importants qu'en 2024. L'autosurveillance n'a pas encore été transmise à l'inspection pour octobre et novembre 2025 sur GIDAF.

En avril 2025, l'exploitant justifie les dépassements en déclarant que « c'était en fin de saison de chauffe, nous avons procédé à la vidange des fosses de stockage en favorisant le charbon (entre 3 et 4 tonnes /h) au mini technique. »

En avril 2025, il y a eu 8 jours avec dépassements sur la LFC1 et 11 jours sur la LFC2.

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant déclare une fin de l'utilisation du charbon à partir du 01/01/2026 actée par ENGIE et la SIMACUR. La dernière commande de charbon a été passée et les stocks doivent être terminés d'ici début janvier.

En attendant le fonctionnement avec 100 % de bois, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit respecter la quantité maximale de charbon.

**L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucune des moyennes journalières mesurées ne doit dépasser les limites d'émission fixées à l'article 10.5.2 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer qu'aucune des moyennes journalières mesurées en LFC ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 10.5.2 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions applicables aux articles 10.5.2 et 10.5.3 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019, sous 3 mois :

- en transmettant un plan d'action pour la suppression de tout dépassement journalier. Le



<p>plan d'action présentera le traitement à mettre en place pour supprimer les dépassements des VLE fixées par l'arrêté préfectoral ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en respectant les valeurs limites en concentration et en flux fixées par l'arrêté préfectoral.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : NC14 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p>



**Constats :**

L'inspection constate que l'exploitant dépose sur GIDAF les rapports de contrôle des eaux souterraines :

- le rapport - Site ENORIS - Massy (91) relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines - Basses Eaux 2024 établi (Octobre 2024) par ANTEA (Rapport n°A133729/version A, daté du 21/01/2025), qui indique notamment :
  - « Comme lors des précédentes campagnes, les relevés piézométriques réalisés le 15/10/2024 présentent des cotes quasi-équivalentes entre Pz1 et Pz2 et un gradient hydrogéologique faible entre Pz1 et Pz3 »
  - « aucun piézomètre n'est situé en aval hydrogéologique proche de la zone des cuves à fioul où s'est produit un déversement accidentel fin 2020 (Pz2 est localisé à environ 50 m au nord) »
  - recommandation : mise en place d'au moins un piézomètre complémentaire en aval hydrogéologique proche des cuves enterrées de fioul (au nord à nord-est).
- le rapport - Site ENORIS - Massy (91) relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines (Avril 2025) par ANTEA (Rapport n°A136759/version A, daté du 03/06/2025), qui indique notamment :
  - « Comme lors des précédentes campagnes, les relevés piézométriques réalisés le 22/04/2025 présentent un gradient hydrogéologique faible entre Pz1 et Pz3. »
  - Sur le Pz1 (amont hydraulique) dépassement en COT (2,3 mg/l) de la valeur cible (2 mg/l), en Nitrates (65 mg/l) de la valeur cible (50 mg/l) et en Ammonium (0,2 mg/l) de la valeur cible (0,2 mg/l) pour la qualité d'eaux destinées à la consommation humaine.
  - Sur le Pz2 (latéral hydraulique) dépassement en Ammonium (0,4 mg/l) de la valeur cible (0,2 mg/l) pour la qualité d'eaux destinées à la consommation humaine.

Par courriel du 09/10/2025, l'exploitant transmet à l'inspection le devis SARPI daté du 03/09/2025 relatif à l'inertage et au remplacement de l'ouvrage PZ1.

Le devis indique les réalisations :

- Du comblement dans les règles de l'art de l'ouvrage existant PZ1,
- D'un forage et équipement d'un piézomètre de 12 m de profondeur pour remplacer l'ouvrage PZ1, réalisé selon les prescriptions de la norme NFX 31-614 relative au forage de piézomètres. Sa localisation reste à déterminer par rapport à sa position en amont hydraulique du site et par rapport à son accès vis-à-vis des futurs travaux dans cette zone.
- Déclaration de l'ensemble des piézomètres du site (PZ1 à PZ7) à la BSS.

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant indique que l'inertage du PZ1, prévue le 15 septembre 2025, a été réalisé. L'exploitant précise que le nouveau piézomètre, nommé PZ1bis, est situé non loin de l'ancien emplacement de PZ1, plus près de l'extrémité ouest du site (en direction de la voie ferrée), et que les 4 nouveaux piézomètres (PZ4 au nord du site, PZ5, PZ6 et PZ7 au nord-ouest) ont été installés. L'exploitant a réalisé la déclaration de ces ouvrages à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM.

Lors de la visite du site, l'inspection constate à l'emplacement de l'ancien PZ1 la construction du nouveau silo, et identifie l'emplacement du nouveau PZ1bis, sans pouvoir constater une signalisation, à cause du chantier en cours.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de SARPI datant de fin novembre 2025 pour les travaux réalisés. L'exploitant a indiqué que des travaux de dépollution souterraine (pour les hydrocarbures) ont été réalisés par SARPI cette année, mais que le traitement n'aurait pas fonctionné. L'exploitant indique qu'il a contacté deux autres prestataires (dont SUEZ) en plus de



SARPI, pour étudier les solutions possibles.

L'inspection note les travaux engagés, mais réitère la demande du courrier préfectoral du 28 juin 2024 et **demande de transmettre à l'inspection la mise à jour de leur plan de gestion de la pollution aux hydrocarbures.**

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet le rapport de SARPI concernant notamment la mise en place du nouveau piézomètre nommé PZ1bis et l'inertage de l'ancien piézomètre PZ1, ainsi que la déclaration BSS (Banque du Sous-Sol) des ouvrages du réseau de surveillance.

Le tableau ci-dessous présente les codes BSS obtenus à la suite de la déclaration des ouvrages sur le site DUPLOS.

Ouvrage	Code BSS
PZ1bis	BSS004PSQR
PZ2	BSS004PSQJ
PZ3	BSS004PSQS
PZ4	BSS004PSQM
PZ5	BSS004PSQN
PZ6	BSS004PSQP
PZ7	BSS004PSQQ

Figure 2: Code Banque du sous-sol (BSS) des différents ouvrages

Le nouveau réseau de surveillance des eaux souterraines au droit du site est composé des ouvrages PZ1bis, PZ2, PZ3 et PZ4 ainsi que des ouvrages PZ5, PZ6 et PZ7 qui encadrent le parc à cuves.

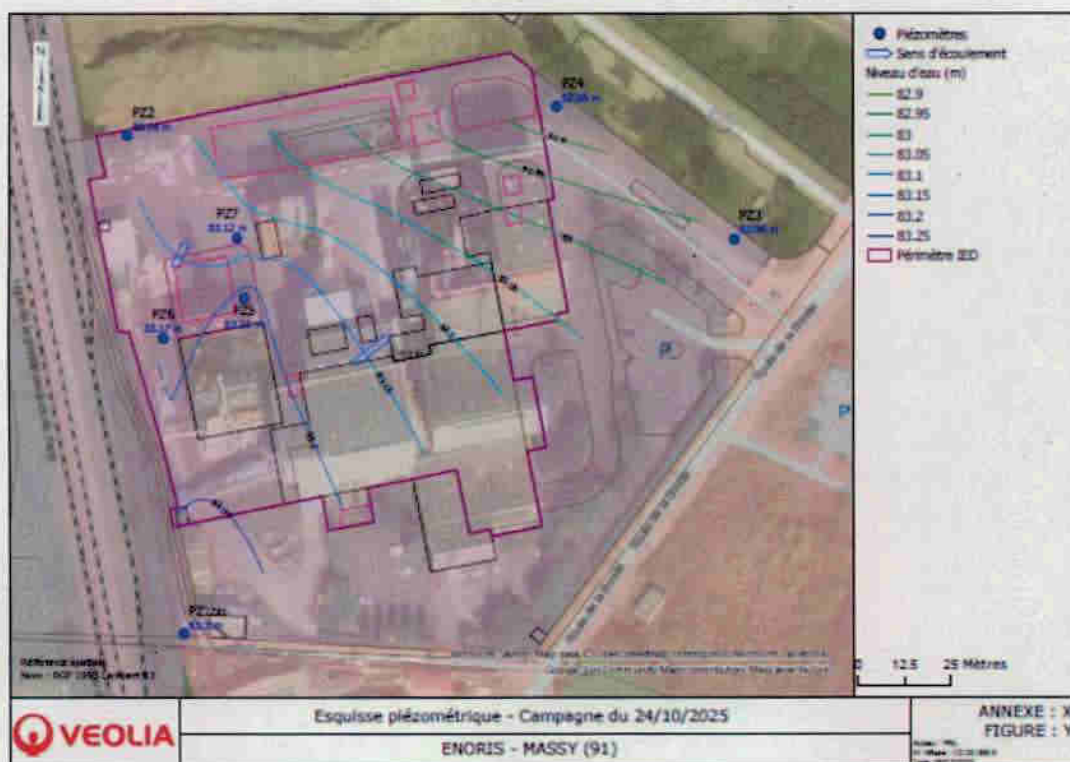


Figure 3: Esquisse piézométrique - ENORIS Massy

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport de SARPI n°U2 24 023 6 / DIAG - V1 du

07/11/2025 « Rapport de diagnostic complémentaire - Parc à cuves », suite au déversement accidentel d'hydrocarbures en 2020 et aux travaux réalisés en 2023.

**En conclusion, ce rapport recommande :**

- « La poursuite du suivi semestriel sur les 3 ouvrages du site selon l'arrêté préfectoral du 19/03/2019, avec l'ajout de PZ4 au réseau de surveillance et avec l'ajout des analyses en hydrocarbures C5-C10, BTEX et HAP au regard des impacts mis en évidence dans les eaux souterraines et les sols,
- Le suivi semestriel des 3 piézomètres autour du parc à cuves selon programme suivant : hydrocarbures C5-C10, hydrocarbures C10-C40, BTEX et HAP,
- La gestion de la pollution mise à en évidence au niveau de la zone des cuves (sol et eaux souterraines),
- La conservation de la mémoire de l'état des parcelles et des recommandations ci-dessus,
- De remettre en perspective ces conclusions en cas de changement d'aménagement ou d'usage du site. »

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre le suivi semestriel recommandé par SARPI dans son rapport de novembre 2025, et de transmettre la mise à jour du plan de gestion de la pollution aux hydrocarbures sous deux mois, ainsi que les résultats d'analyses sur les nouveaux piézomètres.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection demande à l'exploitant de :**

- poursuivre le suivi semestriel recommandé par SARPI dans son rapport de novembre 2025 ;
- transmettre la mise à jour du plan de gestion de la pollution aux hydrocarbures sous deux mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : NC15 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- \* les modes opératoires,
- \* la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- \* les instructions de maintenance et de nettoyage.



Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne se fait qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont disponibles pour le personnel.

Ces consignes prévoient notamment :

- \* les modes opératoires,
- \* les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,
- \* la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- \* les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- \* l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- \* les conditions et obligation de délivrance des « permis d'intervention » ou « permis de feux » définies à l'article 7.5 du présent arrêté,
- \* les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité,
- \* l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- \* les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- \* les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- \* les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- \* les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- \* la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- \* l'obligation d'informer inspection des installations classées en cas d'incident ou d'accident.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

#### **Constats :**

Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant informe l'inspection de la mise en conformité des installations électriques, incluant le remplacement des trois transformateurs de l'UIOM.

L'exploitant transmet les rapports de contrôle des installations électriques réalisés par BV du



25/08/2025 au 28/08/2025 :

- les compte-rendus de vérification périodique Q18 (complète) indiquant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion :
  - bâtiment principal (daté du 26/08/2025) ;
  - bâtiment FOD (daté du 27/08/2025) ;
  - Enoris (daté du 29/08/2025).
- le rapport de vérification électrique, visite périodique au titre du code du travail, avec les informations suivantes :
  - pour le bâtiment principal, 10 observations dont 1 nouvelle ;
  - pour le bâtiment FOD, aucun écart ;
  - pour le bâtiment traitement des fumées, aucun écart.

L'inspection constate que certaines observations du bâtiment principal sont signalées depuis de plusieurs années.

Exemple :

- « Maintenir dans chaque armoire un exemplaire des schémas des installations électriques et mis à jour avec schéma de liaison à la terre, intensité de court circuit, sections des canalisations, calibre des protections ». Date de 1er signalement : **05/06/2003**

- Dans le bâtiment UIOM : « Au dessus de la trémie fixer des câbles dans le chemin de câbles ou déposer l'ensemble si l'installation est hors service ». Date de 1er signalement : **20/08/2019**

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant explique que l'installation est ancienne. Certaines armoires et certains câbles datent de 1986. L'intervention pour accéder à ces installations serait complexe (échafaudage spécifique à monter pendant les arrêts) et, compte tenu de leur état (gaine plastique friable), l'exploitant estime qu'il est préférable de ne pas intervenir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux ou études nécessaires à la levée des non-conformités, et, de transmettre, dès réception, les rapports de contrôle des installations électriques après travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : NC16 : Défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.9.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

Des robinets d'incendie armés de 40 mm conformes aux normes NFS 61-201 et 62-201, sont



installés dans l'ensemble de l'établissement, de manière que tout point puisse être atteint par le jet de lance. Ceux-ci sont en outre, placés à proximité immédiate des issues.

Des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre sont répartis judicieusement dans l'ensemble des locaux.

Les 3 poteaux d'incendie sont conformes aux dispositions de la norme NFS 61-213 et piqués directement, sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit minimal de 2 000 litres/minute. Ils sont en outre, réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant justifie, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

#### **Constats :**

Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant transmet à l'inspection une note expliquant le futur principe de fonctionnement de la nouvelle défense extérieure contre l'incendie (DECI) sur le site. Les calculs sont basés sur le scénario majorant d'un feu de Silo.

Il est prévu :

- la mise en place d'une cuve de stockage dite « incendie » de 600 m<sup>3</sup> avec moto pompe et pompe jockey ainsi que la création d'un réseau enterré qui alimentera les différents postes déluge du convoyeur,
- la conservation des RIA existants (le long de la chaîne),
- la conservation des poteaux incendie existants et l'ajout d'un poteau à proximité de l'entrée pour le stockage.

L'inspection constate que les remarques relatives à la DECI émises par le SDIS ont été prises en compte.

Les différents travaux sont programmés. La cuve n'a pas encore été mise en place, alors que les travaux de construction du silo ont commencé. L'exploitant indique que le futur réseau incendie sera installé à l'été 2026. La cuve sera installée au printemps 2026. L'ensemble devrait donc être opérationnel vers août 2026.

L'exploitant a indiqué qu'il transmettra un planning à jour.

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet le planning concernant la modification de l'installation (construction du silo). Un lot « Incendie », non détaillé, prévoit une échéance au 4ème trimestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mettre en œuvre les travaux pour lever les remarques relatives à la DECI émises par le SDIS dans les meilleurs délais.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions OTNOC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OTNOC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> Par courrier daté du 08/10/2025, l'exploitant informe l'inspection que des actions sont en cours par SICK et ABB concernant la prescription susvisée. Lorsque ces actions seront achevées, l'exploitant sera en mesure de traiter les données relatives aux périodes OTNOC et d'en analyser les causes.  Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant confirme le basculement, depuis mi-novembre 2025, sur un nouveau système permettant de suivre les périodes OTNOC. Ceci a pu être constaté en salle de contrôle. L'exploitant indique que cette modification vient d'être finalisée ; les rapports d'autosurveillance sur GIDAF intégreront les périodes OTNOC à partir de 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de surveiller ses émissions y compris lors des périodes OTNOC et de prendre en compte cette surveillance dans le cadre de son évaluation périodique OTNOC, prévue au 3.5.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Plan de gestion et évaluation périodique des OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1 et 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OTNOC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>



**Plan de gestion**

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

**L'évaluation périodique** consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

**Constats :**

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant indique que le nouveau système vient d'être finalisé. Les rapports d'autosurveillance sur GIDAF intégreront les périodes OTNOC à partir de 2026. Une évaluation doit être faite pour janvier 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un comptage de ses périodes OTNOC lui permettant d'effectuer l'évaluation périodique prévue par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Les informations de fréquence et de durée pour chacun des risques OTNOC identifiés semblent nécessaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 10 : MESURE EN SEMI-CONTINU DES DIOXINES ET FURANNES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet à l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>ARTICLE 8.6.4 MESURE EN SEMI-CONTINU DES DIOXINES ET FURANNES :</p> <p>L'exploitant réalise la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués de prélèvement de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.</p> <p>« Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite de <math>0,1 \text{ ng/m}^3</math>, l'exploitant fait réaliser dans les meilleurs délais par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes à partir de l'échantillon constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures. »</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour mémoire, le 13/06/2025, l'exploitant informe l'inspection des dépassements de la valeur limite d'émission des dioxines et furannes (VLE de l'arrêté préfectoral = <math>0,1 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3</math> et VLE de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 = <math>0,08 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3</math>) mesurés sur les cartouches lors des prélèvements des rejets semi-continus.</p> <p>Via GIDAF, l'inspection prend connaissance des rapports de mesures en semi-continu 2025_04-MASSL1L2 et 2025_04-MASSL3L4, établis par SECAUTO et datés du 26/05/2025. Les rapports ont été déposés sur l'application le 13/06/2025. Plusieurs dépassements successifs ont été constatés dans ce cadre.</p> <p>Sur le prélèvement de la période du 25/03 au 22/04/2025, l'inspection constate les dépassements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pour la ligne 1 du LFC : <math>[\text{PCDD}/\text{PCDF}] = 0,20 \text{ ng/Nm}^3</math> (VLE <math>0,08 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3</math>)</li><li>• pour la ligne 2 de l'UIOM : <math>[\text{PCDD}/\text{PCDF}] = 0,13 \text{ ng/Nm}^3</math> (VLE <math>0,08 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3</math>)</li></ul> <p>Lorsqu'un dépassement est constaté sur une installation dans le cadre de la surveillance des émissions, l'exploitant doit faire réaliser dans les meilleurs délais par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle de l'émission des dioxines et furannes à partir d'échantillons constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures.</p> <p>L'exploitant n'avait pas réalisé cette analyse ponctuelle suite aux dépassements de mars 2025.</p> <p>Par courrier daté du 29/10/2025, l'exploitant transmet les rapports de mesures des dioxines et furannes réalisées par SECAUTO (prélèvement cartouche longue durée, 28 jours, et cartouche 6 heures), et Bureau Véritas (cartouche 6 heures).</p>



## **UIOM**

Depuis le 25/03/2025, plusieurs dépassements successifs ont été constatés sur le four 2 de l'UIOM.

### **Analyses ponctuelles :**

À la demande de l'inspection le 19/06/2025, l'exploitant a réalisé une analyse ponctuelle sur 6 heures pour le four 2 suite aux deux dépassements successifs des mesures en semi-continu (cartouche 28 jours) des mois d'avril et de mai 2025. L'inspection constate que la mesure ponctuelle du 26/06/2025 sur 6 heures indique une concentration de 0,0051 ng/Nm<sup>3</sup>, soit une valeur conforme (VLE= 0,08 ng/Nm<sup>3</sup>).

Suite à de nouveaux dépassements sur le four 2 pour les mois de juin puis juillet 2025, l'exploitant a réalisé deux nouvelles analyses ponctuelles le 20/08/2025 en parallèle afin de comparer les mesures réalisées par deux laboratoires différents.

Le rapport SECAUTO, daté du 02/09/2025, indique une concentration de 0,0644 ng/Nm<sup>3</sup>, soit une valeur conforme.

Le rapport de Bureau Véritas, daté du 03/09/2025, indique une concentration de 0,0319 ng/Nm<sup>3</sup>, soit une valeur conforme.

### **Autosurveillance en semi-continu :**

Le rapport SECAUTO daté du 22/10/2025, pour la période du 09/09/2025 au 07/10/2025 (surveillance en semi-continu), indique une concentration de 0,0315 ng/Nm<sup>3</sup> pour les dioxines et furannes, soit une valeur conforme à la VLE pour le four 2 de l'UIOM.

Le rapport SECAUTO daté du 20/11/2025, pour la période du 07/10/2025 au 04/11/2025 (surveillance en semi-continu), confirme le respect des VLE pour les fours 1 et four 2 de l'UIOM.

L'inspection constate que les mesures de dioxines et furannes sont désormais conformes pour les fours 1 et 2 de l'UIOM. Les valeurs limites d'émission sont respectées pour les dernières analyses au niveau des fours 1 et 2, et l'analyse ponctuelle a été réalisée.

## **LFC**

Le premier dépassement pour les dioxines et furannes a été constaté à partir du 25/03/2025 sur la LFC 1, puis sur la LFC 2 à partir du 22/04/2025.

Le rapport SECAUTO daté du 18/06/2025, pour la période du 22/04/2025 au 20/05/2025, relatif à la cartouche dioxines de la LFC2 indique un dépassement de la VLE, avec une valeur mesurée de 0,0971 ng/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant explique que la cartouche avait été installée en toute fin de saison de chauffe, alors que la LFC2 fonctionnait avec une mixité majoritaire en charbon, car la fosse à charbon était en train d'être vidée pour des raisons de sécurité incendie. L'exploitant précise que l'installation n'a fonctionné qu'une semaine sur cette période, pour un total de 134,6 heures.

Suite à l'inspection du 19/06/2025, du fait du dépassement sur la LFC2, l'exploitant a réalisé une analyse ponctuelle (cartouche 6 heures) le 25/11/2025 sur la LFC2. L'exploitant est actuellement dans l'attente des résultats.

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant informe l'inspection d'un nouveau dépassement sur la LFC1. Le rapport reçu le 24/11/2025 pour la LFC1, correspondant à la période du 07/10/2025 au 04/11/2025, indique un dépassement avec une concentration de 0,1354 ng/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant précise que cette période correspondait au début de la saison de chauffe et que la durée du prélèvement de cette cartouche était de 180,4 heures. L'exploitant précise que, à la même date, le rapport de la cartouche 6 heures, prélevée le 04/11/2025 sur la LFC1 (pour faire suite au dépassement des mesures en semi-continu du 25/03/2025 au 24/04/2025), est conforme avec une valeur de 0,0142 ng/Nm<sup>3</sup>. Cette discordance entre les prélèvements 6 h et 28 jours interroge l'exploitant qui cherche avec les laboratoires agréés les raisons analytiques de ces écarts.



Dès réception de ces deux rapports, l'exploitant a arrêté la LFC1 et un contrôle approfondi du circuit d'injection HOK des deux lignes LFC a été réalisé (sans constater de défaut). L'exploitant a également sollicité SECAUTO pour une vérification des données des préleveurs TECORA.

L'inspection constate que l'exploitant recherche les causes, et le cas échéant, réalise la maintenance et les travaux nécessaires.

Cependant, les dépassements de VLE pour les dioxines et furanes persistent malgré les actions mises en place par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Madame la Préfète, en application du L171-8 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure l'exploitant de :

- dans un délai d'un mois :
  - transmettre dès réception le rapport de la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furanes dans les fumées du LFC 2 conformément aux dispositions de l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération, article 28, b-2. En cas de dépassements persistants, d'en rechercher la cause et réaliser les travaux nécessaires ;
  - réaliser la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furanes dans les fumées du LFC 1 suite au dernier dépassement (mesures semi-continu du 07/10/2025 au 04/11/2025), et transmettre dès réception le rapport à l'inspection, conformément aux dispositions de l'arrêté du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération, article 28, b-2. En cas de dépassements persistants, d'en rechercher la cause et réaliser les travaux nécessaires ;
  - respecter les prescriptions de l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 en transmettant mensuellement via GIDAF les mesures en continu et semi-continu des rejets atmosphériques. L'inspection constate que l'autosurveillance n'est pas transmise mensuellement sur GIDAF.
- pendant six mois :
  - respecter les VLE des dioxines et furanes dans les fumées provenant de l'UIOM et du LFC conformément aux dispositions de l'article 8.6.4 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019 et du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Conditions d'exploitation\_LFC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère

**Prescription contrôlée :**

Les chaudières LFC réalisent la valorisation de déchets non dangereux, par co-incinération d'un mélange de bois déchet et de charbon, à raison de 76 400 t/an de bois déchets et 4 020 t/an de charbon pour une saison de chauffe d'environ 243 jours (du 1er octobre au 31 mai). La capacité totale de traitement de bois déchet sur le site est au maximum de 13,1 t/h.



**Constats :**

Par courriel du 08/12/2025, l'exploitant transmet le rapport annuel d'activité 2024.

L'exploitant déclare pour 2024 les quantités consommées suivantes : 19 715 tonnes de bois B et 3 887 tonnes de charbon.

L'exploitant explique que la diminution de la consommation de bois en 2024 est due aux problèmes d'approvisionnement en bois ainsi qu'à des soucis au niveau des installations. Pendant ces périodes de ruptures, l'exploitant a compensé en augmentant la consommation de charbon mais aussi la consommation de gaz.

**L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport annuel d'activité de l'année N au maximum au premier trimestre de l'année N+1, soit au 31 mars de l'année N+1.**

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 12 : Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :****ARTICLE 8.6.6 MESURES DE L'IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'exploitant assure une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement au minimum sur les métaux, et les dioxines et furannes. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Pour les dioxines et furannes, le programme de surveillance tient compte de la présence éventuelle d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5 km autour de l'installation et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc).

Le contenu de ce programme comprend :

- une modélisation des rejets atmosphériques permettant d'étudier les conditions de dispersion et de retombées des métaux totaux et des dioxines et furannes dans l'environnement au voisinage des installations ; les données relatives aux flux de polluants sont basées sur les concentrations maximales et débits de rejets maximaux autorisés ; le modèle prend en compte a minima deux directions de vents dominants ;
- une campagne initiale d'analyses de sols ;
- un programme d'étude de la qualité de l'air à partir de relevés de flores lichéniques ;
- un programme annuel de prélèvement et de dosage de dioxines et furannes et de métaux lourds dans des lichens prélevés en des points choisis à partir des données des études de dispersion des rejets et de flores ;
- une analyse annuelle du taux de dioxines et furannes et de métaux lourds sur des cultures (choux, salade...).

Les emplacements retenus pour les prélèvements sont situés majoritairement dans les zones d'influence maximale des retombées atmosphériques. Des emplacements complémentaires sont également retenus en dehors de ces zones pour servir de points de référence.

Les analyses en métaux portent a minima sur les métaux les plus toxiques suivants : Pb, Cd, Hg, As, Ni, Cr.

Les résultats de ce programme de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, etc., applicables et en vigueur, puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 2.12 du présent arrêté et sont communiqués à la Commission de Suivi de Site (CSS).

Pour les prélèvements et analyses réalisées annuellement, à l'issue de deux campagnes de prélèvement et d'analyses, le programme de surveillance ci-dessus défini pourra être allégé sur demande de l'exploitant après information de la Commission de Suivi de Site (CSS) et accord de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant informe l'inspection que l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement n'a pas été réalisé en 2024 ni en 2025. L'exploitant affirme



qu'une nouvelle commande d'analyses a été faite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Madame la Préfète, en application du L 171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure l'exploitant :

- dans un délai d'un mois :
  - mettre en place le programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement et, dès réception, transmettre les résultats conformément à l'article 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre la dernière mesure de l'impact (2023).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 13 : Contrôles inopinés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 2.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées, les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

**Constats :**

L'inspection a reçu le rapport n°9491654/5.1.6.R établi le 28/11/2025 par Bureau Veritas à la suite du contrôle inopiné réalisé les 24-25/09/2025 sur les rejets à l'atmosphère.

Dans son rapport, le laboratoire fait état de dépassements des valeurs limites d'émission :

**Four 1 : NON CONFORME**

- Concentration : (Cd, Tl) = **0,0976 mg/Nm<sup>3</sup>** > 0,02 mg/Nm<sup>3</sup>
- Flux : (Cd, Tl) = **0,00296 kg/h** > 0,00167 kg/h

**Four 2 : NON CONFORME**

- Concentration : (Cd, Tl) = **0,0418 mg/Nm<sup>3</sup>** > 0,02 mg/Nm<sup>3</sup>

Le contrôle inopiné pour les LFC 1 et LFC 2 n'a pas encore été réalisé.

Les écarts, constatés lors du contrôle, constituent des non-conformités. Il appartient à l'exploitant d'y remédier.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Dispositif de mesure en continu/Compteur 60 heures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 8.6.8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des dispositifs de mesure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur une année, la durée maximale cumulée des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques n'excède pas 60 heures. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne dépasse pas 2 heures 30 minutes par jour pendant plus de 10 jours par an, sans toutefois dépasser dix heures sans interruption.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 09/12/2025, l'inspection échange avec l'exploitant au sujet de la prise en compte des dépassements de valeur limite de CO dans le compteur 60h des dépassements.</p> <p>Le compteur de 60 h permet de tolérer les dépassements de la VLE 30 minutes pour les polluants NOx, SO2, poussières, HCl, HF, NH3, dans la limite de 60 h par ligne d'incinération.</p> <p>Par contre, les dépassements de la VLE 30 minutes ou VLE 10 minutes pour le COT et le CO ne conduisent pas à incrémenter le compteur 60h.</p> <p>Il s'agit systématiquement de non-conformités, où l'exploitant suit le CO en moyennes 10 minutes : il est demandé à ce que 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone soient inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> pour ne pas être en non-conformité.</p> <p>Dans un souci d'homogénéisation au niveau des différents incinérateurs, et compte tenu du fait que les explosions de bouteilles de protoxyde d'azote peuvent causer des dépassements en CO, il est proposé d'acter que les dépassements de VLE pour le CO et le COT n'alimentent pas le compteur de 60 h d'indisponibilité des dispositifs de traitement de l'arrêté ministériel incinération du 20 septembre 2002, et de tendre progressivement vers une harmonisation des pratiques à ce sujet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Rejet eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 3.11.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites de concentration (cf tableau)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Précédemment à la visite, l'inspection constate que l'exploitant a déposé sur GIDAF le rapport de contrôle annuel 2024 réalisé par Aqua Mesure (intervention du 05/09/2024) pour les rejets d'eaux pluviales (EP). Ce rapport indique les dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>EP : Pb= 0,0112 mg/L (Pb &gt; 0,005 mg/L) et Zn=0,086 mg/L (Zn &gt; 0,080 mg/L)</li> </ul> <p>Via GIDAF, l'inspection prend connaissance des résultats du contrôle annuel 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>EP : MES=220 mg/L, DCO= 457 mg/L 30, Pb= 0,05 mg/L, Cu=0,150 mg/L, COT=160 mg/L</li> </ul>



Cependant, le rapport de contrôle annuel 2025 n'est pas disponible. L'inspection ne peut pas vérifier les informations.

Lors de la visite du 09/12/2025, l'exploitant présente le rapport de contrôle annuel 2025 réalisé par Aqua Mesure (intervention du 10/02/2025). L'inspection demande à l'exploitant de déposer ce rapport sur GIDAF.

L'inspection constate plusieurs dépassements de VLE sur les eaux pluviales. L'inspection rappelle que les eaux pluviales ne peuvent être rejetées dans le réseau d'assainissement communal que si leur charge polluante les rend compatibles avec un rejet dans les limites autorisées après traitement. Sinon, elles doivent être évacuées comme des déchets conformément à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019.

L'exploitant estime que l'origine des dépassements est un apport d'eaux souillées. L'exploitant projette de retenir toutes les eaux au niveau de la zone dépotage du REFIOM. En confinant cette zone, l'exploitant souhaite étudier les eaux et éventuellement les évacuer en tant que déchets.

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet les rapports d'analyses effectuées par Aqua Mesure sur les eaux pluviales (EP) en février 2025 et en juillet 2025. En 2025, des dépassements significatifs des VLE sont constatés pour les deux analyses sur les paramètres suivants : MES, DBO5, DCO, COT, Zn, Pb et Cu (Dépassements de MES > 30mg/L ; DCO > 30mg/L ; DBO > 6mg/L ; COT > 40mg/L ; Cu > 0,025mg/L Pb > 0,005mg/L et Zn > 0,080mg/L) :

- rapport de contrôle des eaux pluviales (intervention du 10/02/2025) réalisé par Aqua Mesure daté du 10/03/2025. L'inspection constate les dépassements suivants :
  - EP : MES=84 mg/L, DCO= 79,8 mg/L 30, DBO5=17,5 mg/L, Pb= 0,0309 mg/L, Cu=0,0436 mg/L, Zn=0,175 mg/L
- rapport de contrôle des eaux pluviales (intervention du 07/07/2025) réalisé par Aqua Mesure daté du 06/08/2025 (contre-mesure). L'inspection constate les dépassements suivants :
  - EP : MES=220 mg/L, DCO= 457 mg/L 30, DBO5=78,5 mg/L, Pb= 0,05 mg/L, Cu=0,150 mg/L, COT=160 mg/L, Zn=0,44 mg/L

L'inspection constate plusieurs dépassements de VLE sur les eaux pluviales avec une forte augmentation de tous les paramètres sur lesquels des dépassements sont constatés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant que les concentrations mesurées lors de la contre-mesure de l'été 2025 sont supérieures aux précédentes et ne respectent toujours pas les valeurs limitées de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019,

L'inspection propose à Madame la Préfète, en application du L 171-8 du Code de l'Environnement de mettre en demeure l'exploitant :

- dans un délai d'un mois :
  - respecter les VLE des eaux pluviales, conformément aux dispositions de l'article 3.11.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2019,
  - évacuer les eaux pluviales en tant que déchets, et de transmettre les bordereaux ou documents justificatifs associés,
  - déposer sur GIDAF l'ensemble des rapports de contrôle, notamment les deux analyses de 2025 (contrôle annuel + contre-mesure).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 16 : Systèmes de détection et extinction automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2019, article 7.2.4
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques
--

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 du présent arrêté en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Une détection incendie est présente dans les bâtiments. Les alarmes des détections sont reportées en salle de contrôle.

Toutes les salles électriques du site sont soumises à une détection de fumée. La détection est directement retransmise en salle de contrôle.

**Constats :**

Lors de la visite du 09/12/2025, l'inspection constate que le système de sécurité incendie est en dérangement.

Les deux dérangements sont en lien avec la zone 8 relative à l'alimentation de la trémie de l'UIOM (détecteur + alimentation). L'exploitant précise que les deux détecteurs de flammes sont trop sensibles. L'exploitant les a désactivés (shunté) et précise qu'une vigilance accrue est portée.

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet le bon de commande daté du 04/09/2025 concernant le changement des détecteurs de flamme de la trémie de l'UVE1.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de maintenir une vigilance accrue des trémies et de transmettre tout document justifiant le changement des détecteurs de flammes.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 17 : Traçabilité des déchets, terres excavées et sédiments**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R541-43
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
---

**Prescription contrôlée :**

Article R541-43 Version en vigueur depuis le 01 avril 2021
--



I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque



cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

**Constats :**

Lors de la visite du 09/12/2025, l'inspection constate que l'exploitant a débuté la construction du silo malgré l'instruction en cours par les services d'État du porter à connaissance (PAC). L'inspection rappelle à l'exploitant que l'instruction n'est pas terminée. L'exploitant n'a pas attendu la réponse de l'administration au PAC jugeant si la modification est jugée substantielle ou non. La modification a été lancée avant l'aboutissement de la procédure. L'inspection attend la réponse du service départementale d'incendie et de secours (SDIS) sur les compléments d'information transmis par l'exploitant pour finaliser l'instruction du PAC.

Les fondations du futur silo ont nécessité l'excavation de terres. L'exploitant n'a pas présenté d'éléments de traçabilité des terres excavées.

Pour rappel, les exploitants produisant, expédiant, transportant, traitant ou valorisant des terres excavées doivent tenir à jour un registre chronologique de ces opérations conformément aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'environnement. La traçabilité est dématérialisée via Trackdéchets (anciennement RNDTS), qui regroupe les flux de déchets et de terres excavées/sédiments. L'inspection constate l'absence de registre, et les bordereaux relatifs aux terres excavées ne sont pas disponibles sur Trackdéchets. Le registre des déchets de l'installation doit inclure tous les déchets sortants.

Par courriel du 29/12/2025, l'exploitant transmet les bons de transport et le tableau récapitulatif des quantités excavées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un extrait du registre national des terres excavées et sédiments reprenant l'ensemble des informations pour chaque lot de terres excavées (date de réception, nature et quantité, code déchet le cas échéant, résultats d'analyses, origine (SIRET, parcelle, etc.), destinataire ou lieu de valorisation) répondant à l'arrêté du 31 mai 2021.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois